

JANVIER/
FÉVRIER
1987

COURANTS

Pétrole Les raisons du chaos

Michel Dongois

La part du pétrole diminue dans le bilan énergétique québécois. Le prix du brut reste cependant la référence en matière de politique énergétique. Le marché pétrolier mondial est plus incertain que jamais. Or, le secteur énergétique, Hydro-Québec en tête, a de plus en plus besoin de stabilité pour fonctionner efficacement ! Alors ?

Un organisme québécois, le Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles, de l'université Laval, suit de très près l'évolution de la scène pétrolière internationale. Antoine Ayoub, directeur du GREEN, et expert de renommée internationale, évoque *la situation chaotique* de ce marché. Il tente aussi d'expliquer les raisons de ce chaos. Les clefs de l'avenir énergétique reposent toujours au fond du baril...

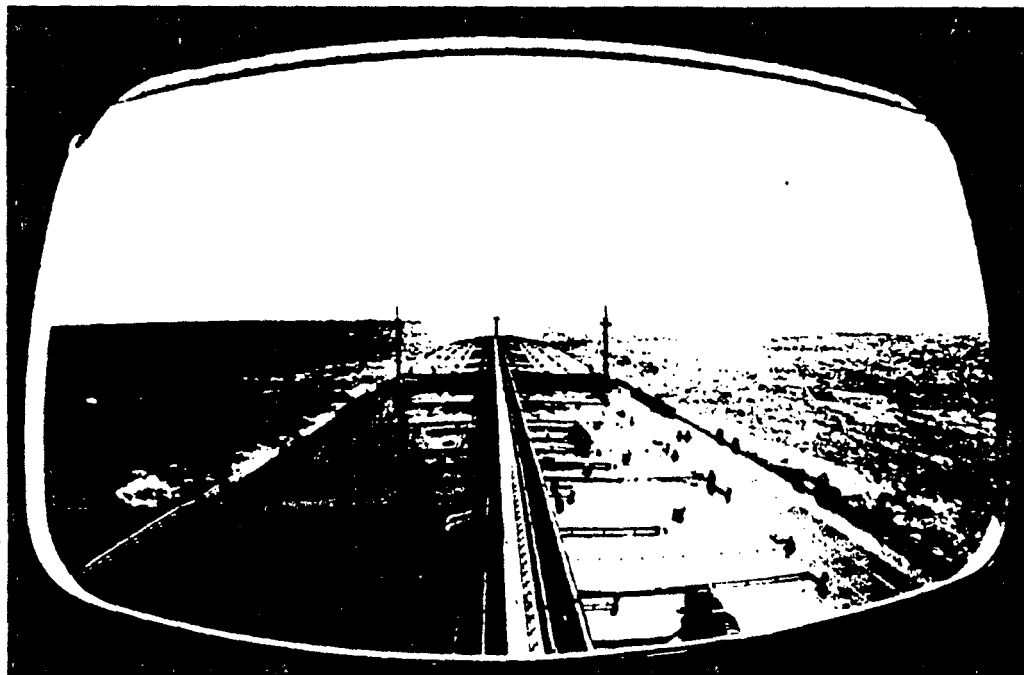
COURANTS : *Le Québec a-t-il encore une politique énergétique ?*

Antoine Ayoub : Les chocs pétroliers des années 1973-1974 et 1979-1980 ont amené la révision de bien des politiques énergétiques, au Québec et ailleurs. Il a fallu les adapter au contexte international plus que mouvant. Aujourd'hui, on se retrouve non pas devant un vide, en matière de politique énergétique au Québec, mais bien en face d'un certain épuisement des objectifs.

En effet, le Livre blanc du ministre Guy Joron (1978) proposait la réduction systématique de la dépendance du Québec face au pétrole. Or, cet objectif est en grande partie atteint. On se rappellera les deux objectifs alors réalisables : accroître la part de l'hydroélectricité et favoriser la pénétration du marché par le gaz. L'on a vu, pour une fois, une collaboration des deux paliers de gouvernement pour atteindre le second objectif avec, par exemple, les subventions de 500 millions du fédéral pour les gazoducs.

En conséquence, il y a reculé très net de la part du pétrole dans le bilan énergétique (de 70 % en 1976 à 40 %

À bord du Pierre-Guillaumat, l'un des plus gros pétroliers du monde.



en 1985), en faveur de l'hydroélectricité (de 22 % à 40 % dans la même période) et du gaz naturel (de 6 % à 15 %). Le pétrole a reculé en dépit du fait que son prix ait connu une chute spectaculaire. En mars 1986, j'avais prévu que le prix du baril tomberait à 5 \$, coût plancher de production du baril en mer du Nord. Or, on l'a frôlé de près : il était à 7 \$ l'été dernier ! À la fin de 1985, il valait encore 28 \$!

La révolte de l'OPEP

C. : *Serons-nous encore longtemps tributaires du prix du pétrole ?*

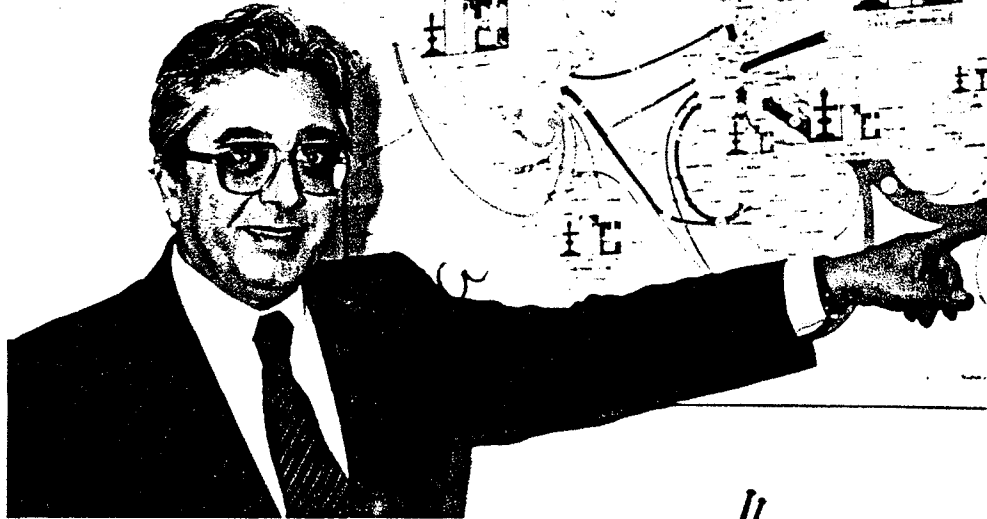
A. A. : Le prix du pétrole reste la référence dans le domaine des investissements, des substituts et de la politique énergétique en général. En dépit du fait que sa part relative ait diminué, il demeure la première source d'énergie dans le bilan énergétique mondial. Par conséquent, son prix reste le prix de référence pour les autres formes d'énergie.

Jusqu'en 1973, le marché pétrolier mondial se caractérisait par son intégration verticale *du puits à la pompe*, sous la direction des pétrolières multinationales, les fameuses *sept Soeurs*, ou les *Seven Majors*. Elles exploiraient, développaient, produisaient, transportaient, raffinaient et distribuaient entre 70 et 80 % du pétrole consommé par le monde libre, en dehors des États-Unis. La stabilité des prix s'expliquait alors par cette intégration verticale. J'entends par stabilité la prévisibilité du marché et des fluctuations raisonnables.

Or, depuis 1973 et ce qu'il est convenu d'appeler *la révolte de l'OPEP*, renversement de la situation : la production et la commercialisation du pétrole brut passent des mains des multinationales au contrôle presque exclusif des pays de l'OPEP et de leurs sociétés pétrolières nationales. En très peu de temps, ces pays changent de statut : de simples percepteurs de redevances auprès des compagnies pétrolières installées sur leur territoire, ils deviennent les plus importants vendeurs de pétrole brut du monde. C'est la naissance du marché de l'OPEP.

C. : *Peut-on parler de décentralisation du marché pétrolier ?*

A. A. : L'intégration verticale de jadis a fait place en effet à une relative décentralisation. En fait, il n'y a plus un marché pétrolier, mais bien un agrégat de marchés pétroliers. En plus du marché de l'OPEP, il existe



depuis quelques années des *marchés spots*. Le marché spot désigne un marché du moment et du lieu. Un marché où acheteur et vendeur cherchent à conclure une transaction, à un moment donné, à un certain prix et pour une cargaison déterminée et livrable en un certain lieu. On parle ainsi du marché spot de Rotterdam, de Londres, de Singapour, etc.

Aujourd'hui, le marché spot rassemble environ de 50 à 70 % des transactions internationales de pétrole brut. On est bien loin des 5 % de 1973-1974 ! Depuis 1981-1982, le marché spot détermine le niveau des prix du pétrole brut. Les prix officiels de l'OPEP ne font en fait que s'ajuster tant bien que mal et avec retard à ceux du marché spot. Ce marché est aujourd'hui prospère, en dépit des efforts déployés par l'OPEP pour recréer un marché officiel avec prix officiel.

Loi de la bourse

C. : *Le pétrole est-il donc devenu une matière première comme les autres, obéissant aux seules lois du marché ?*

A. A. : En un sens, oui, bien qu'il demeure toujours un produit hautement stratégique au plan politique et au plan de la sécurité des approvisionnements. Il obéit effectivement à la loi de la bourse, celle de l'offre et de la demande, avec bien sûr quelques différences. Les mécanismes de fixation des prix s'apparentent beaucoup à ceux d'un marché libre et concurrentiel. Avec la venue de nouveaux pays

Antoine Ayoub, directeur du GREEN. producteurs non OPEP, comme la Grande-Bretagne, la Norvège ou le Mexique, il y a actuellement davantage d'offre que de demande.

Qui fixe le prix ?

C. : *Qui décide vraiment du prix du pétrole brut ?*

A. A. : Entre 1973 et 1980, c'était l'OPEP, Arabie Saoudite en tête, le *price leader*. En 1980, le prix de référence, c'était 34 \$ le baril. L'Arabie Saoudite, plus gros producteur de l'OPEP et troisième au monde après l'URSS et les États-Unis, se faisait le défenseur du prix du pétrole sur le marché.

En fait, elle acceptait de réduire sa part du marché en limitant volontairement sa production. Ce pays a une capacité de production de 10,5 millions de barils par jour (mbj). Au début de 1985, elle ne produisait plus que 2 mbj. Malgré cet effort, elle ne réussissait plus à maintenir un minimum de discipline pour que les membres de l'OPEP respectent les niveaux de prix et de production convenus.

Une première baisse a eu lieu en 1983, ramenant le prix à 29 \$. À partir du début de 1986, et surtout de juin 1986, l'Arabie Saoudite a abandonné sa politique de soutien des prix pour une nouvelle politique de récupération de sa part du marché. Avec, comme résultat, la chute spectaculaire des prix que nous avons connue durant le second semestre de 1986.

Nouvelle réalité

C. : *L'instabilité des prix va-t-elle encore durer longtemps ?*

A. A. : Le marché pétrolier vit une situation chaotique qui devrait persister pendant encore au moins trois ans. Il fait face en ce moment à des changements structurels très impor-



(SYGMA)

Lors d'une réunion de l'OPEP. À droite, cheik Yamani, chef de file de l'OPEP jusqu'à son départ en 1986.

tants. De la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 70, le niveau des prix du pétrole brut est resté relativement stable. Maintenant, personne ne peut prédire de manière certaine le mouvement des prix du pétrole brut. Tout le monde pense que le prix va remonter, mais tout le monde peut se tromper, ce qui s'est déjà produit à plusieurs reprises durant les dernières années.

Par ailleurs, on observe une nouvelle réalité sur le marché des sous-produits pétroliers. Jusqu'ici, les secteurs du transport, du raffinage et de la commercialisation étaient restés majoritairement sous le contrôle des multinationales. Or, cette situation est en train de changer. Les grands projets de raffinage notamment échappent de plus en plus aux pays industrialisés. L'exemple de Montréal, avec ses fermetures de raffineries, est une preuve patente de ce glissement.

Guerre des prix

C. : *Pourquoi la guerre mondiale des prix du pétrole que nous connaissons actuellement ?*

A. A. : Après une période de coexistence du marché OPEP et des marchés spots, on assiste depuis le début de 1986 à une guerre mondiale des prix. Une guerre déclenchée par l'Arabie Saoudite et quelques pays du Golfe persique. L'OPEP avait invité les producteurs de la mer du Nord à s'entendre avec elle pour limiter la production et maintenir les prix. Mais elle a essuyé un refus catégorique. La seule issue était alors la guerre des prix.

Au moins deux raisons expliquent cette guerre. D'abord, je le répète, la quasi-impossibilité de faire respecter une certaine discipline entre les membres de l'OPEP en ce qui concerne les niveaux de production et des prix. Ensuite, le comportement agressif des pays non OPEP, surtout la Grande-Bretagne, qui s'efforcent de grignoter la part du marché de l'OPEP.

Jusqu'où ira-t-on dans cette guerre des prix et jusqu'où ira la dégringolade du prix du pétrole ? On n'en sait rien. On n'observe aucun signe de volonté de coopération de la part de la Grande-Bretagne. Et, je le répète, la structure actuelle du marché encourage davantage la concurrence que la coopération entre pays producteurs.

Et le Québec ?

C. : *Et le contexte pétrolier québécois et canadien ?*

A. A. : Il n'est qu'un reflet de la situation internationale. En période de chute des prix du pétrole, on voit les producteurs de l'Ouest, qui s'élevaient jadis contre les interventions d'Ottawa, réclamer son intervention ! C'est l'un des exemples de la situation instable qui prévaut sur le marché pétrolier.

La Nouvelle politique énergétique du gouvernement Trudeau n'existe plus, on le sait. C'était une politique interventionniste : subventions au secteur pétrolier pour l'exploration, mégaprojets comme celui des sables bitumineux, introduction du gaz naturel comme substitut au pétrole, etc. Or, tout cela n'existe plus. Le gouvernement Mulroney a aboli la NPE. Il a déréglementé le prix du gaz, libéralisé celui du pétrole. Il n'est pas allé toutefois jusqu'à privatiser Pétro-Canada.

Hydro-Québec

C. : *Quels sont les atouts d'Hydro-Québec dans le marché concurrentiel québécois ?*

A. A. : Dans un marché concurrentiel, la forme d'énergie qui s'adapte le mieux à la situation est celle dont on maîtrise le mieux les prix. Or, à ce chapitre, Hydro-Québec part gagnante. Le secteur du gaz compte une multitude d'intervenants, producteurs et acheteurs, et Gaz Métropolitain, dans l'échiquier, n'est qu'un distributeur, ne l'oublions pas. Quant au secteur du pétrole, il est hautement compétitif et spéculatif et, j'insiste, très instable. Parce qu'elle constitue un monopole, Hydro-Québec peut s'adapter plus facilement et plus rapidement en changeant ses tarifs.

Il faut cependant admettre que si la chute des prix du pétrole se poursuivait encore sur une longue période, elle dérangerait les prévisions de la demande d'électricité et mettrait le marché du gaz en mauvaise position.

Exportations

C. : *Quelles conséquences la situation incertaine du marché pétrolier a-t-elle sur les exportations d'électricité du Québec ?*

A. A. : Le dossier des exportations est un dossier incertain. Au plan international, tout peut être chambardé du jour au lendemain. La guerre entre l'Iran et l'Irak et son extension possible à d'autres pays du Golfe persique pourraient forcer certains producteurs à réduire passablement leur production. Cela pourrait amener les États-Unis à diminuer encore plus leur dépendance face au pétrole. Donc à augmenter leur dépendance, entre autres, face à l'hydroélectricité.

Mais quelles sont les probabilités de voir les États-Unis signer un contrat avec Hydro-Québec ? Quels sont les risques pour Hydro-Québec de demeurer captive d'un seul client ? Comment va se comporter le prix du pétrole ? Personne ne peut répondre d'une manière catégorique et définitive à ces questions. Nous ne sommes plus à l'époque où le marché du pétrole pouvait être contrôlé par quelques intervenants. Par ailleurs, on ne peut espérer un effort concerté pour soutenir le prix du pétrole.

L'an dernier, le GREEN organisait, avec l'Université de Grenoble, un colloque sur les marchés internationaux de l'énergie. La plupart des experts se montraient pessimistes face à la situation énergétique internationale. Ils se demandaient si les conditions d'une situation non maîtrisable n'avaient pas déjà été créées ! ☐